



## **Report du CSA carte scolaire pour cause d'élections législatives : Cachez ces fermetures de classes que l'on ne saurait voir**

C'est mercredi 12 juin à 17 heures, veille du groupe de travail sur la carte scolaire, que le SNUDI-FO 77 et la FNEC-FP FO 77 ont été informés que le Comité Social d'Administration prévu le 17 juin pour traiter des mesures d'ouvertures et de fermetures était reporté après les élections législatives. Ainsi, alors qu'il convoque des élections suite à la dissolution qu'il a provoquée, le président Macron n'assume pas sa politique de destruction des services publics et de l'école.

Les mesures de carte scolaire sont les déclinaisons départementales des politiques décidées par le président Macron et son gouvernement. Qu'ils les assument auprès des enseignants et parents d'élèves, y compris en période électorale ! Qu'ils assument en Seine-et-Marne les 54 nouvelles fermetures de classes après les 160 décidées en janvier !

A l'heure actuelle, aucune précision n'a été donnée sur la date de la tenue des instances. Auront-elles lieu au début des vacances, voire fin août ou début septembre ? Les organisations syndicales seront-elles en mesure de siéger et défendre les écoles, ou les décisions seront-elles prises dans le secret des bureaux ?

Ce cynisme qui consiste à vouloir dissimuler à la population ces mesures catastrophiques pour les écoles conduit à une prochaine rentrée des classes chaotique au détriment du travail des enseignants et des conditions d'accueil des élèves.

En effet, comment faire la structure d'une école quand on ne sait pas le nombre de classes qu'il y aura à la rentrée ? Comment répartir les enfants dans les classes quand on ne connaît pas la structure de l'école ? Comment feront les enseignants pour préparer leur année, tant pédagogiquement que matériellement pour que tout soit prêt à la rentrée quand ils ne savent pas quel niveau ils auront en septembre ?

Eviter ce chaos exige de répondre aux revendications de chaque école qui demande une ouverture de classe ou le maintien d'une classe existante !

Eviter ce chaos exige de récupérer les milliards d'argent public consacrés à alimenter les profits privés des entreprises !

Eviter ce chaos exige de récupérer les milliards d'argent public consacrés à l'économie de guerre, cher au président Macron, à commencer par les 413 milliards d'euros de la loi de programmation militaire, mais également le SNU !

Le SNUDI-FO 77 et la FNEC-FP FO 77 demandent que le groupe de travail et la commission carte scolaire soient reprogrammés en urgence !

A Melun, le 13/06/2024